



Message 2020-DSAS-29

28 avril 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Le présent message est structuré selon le plan suivant:

1. Introduction	1
2. Généralités du projet	2
3. Commentaires des dispositions	2
4. Incidences	4

1. Introduction

Le présent projet de loi donne suite à l'entrée en vigueur de la modification de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC), adoptée le 22 mars 2019 par l'Assemblée fédérale. La réforme des prestations complémentaires (PC) vise à maintenir le niveau des prestations, à prendre davantage en compte la fortune et à réduire les effets de seuil. Les principales mesures de la réforme sont les suivantes:

- > Relèvement des montants maximaux pour les loyers
- > Prise en compte de la fortune
 - Introduction d'un seuil d'accès
 - Obligation de restitution par les héritiers et les héritières
 - Abaissement des franchises
- > Différenciation des montants pour les enfants
- > Prise en compte du 80% du revenu du conjoint ou de la conjointe
- > Prime d'assurance-maladie: dépenses effectives
- > Adaptation du calcul des PC pour les résident-e-s de home
- > Montant minimal des PC abaissé
- > Mesure dans le 2^e pilier pour les chômeurs et les chômeuses âgés

La tâche principale des PC consiste à garantir les besoins vitaux des personnes au bénéfice d'une rente AVS ou AI et qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens. Les PC correspondent à la différence entre les dépenses reconnues (logement, nourriture, couverture médicale, etc.) et le revenu déterminant (rentes AVS/AI, part de la fortune, etc.).

Le système des prestations complémentaires doit faire face à deux sortes de défis: les changements démographiques et les adaptations institutionnelles et légales. Depuis de nombreuses années, la part croissante de personnes âgées, l'augmentation de l'espérance de vie et la hausse du besoin en soins se répercutent sur les coûts des PC. Plus récemment, des adaptations législatives, en marge du système des PC, ont contribué à la progression des dépenses. Outre les diverses révisions de l'AVS et de l'AI, ce sont avant tout la nouvelle répartition des tâches RPT (2008) et le nouveau régime de financement des soins (2011) qui ont fortement influencé l'évolution des coûts.

Entre 2000 et 2018, les dépenses, au niveau national, des PC ont plus que doublé, passant de 2,3 à 5,0 milliards de francs par an. Dans le même laps de temps, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 202 700 à 328 100 personnes. Fin 2018, 47,4% des bénéficiaires de rentes AI et 12,5% des bénéficiaires de rentes AVS touchaient des PC.

Le nombre de bénéficiaires de PC à l'AVS devrait continuer de suivre la part croissante des personnes âgées et d'augmenter ces prochaines années. Le nombre de bénéficiaires de PC à l'AI devrait par contre se stabiliser. Selon les prévisions, les dépenses annuelles devraient passer de 5,0 milliards de francs en 2018 à près de 6,7 milliards en 2030.

Plusieurs interventions parlementaires fédérales ont été déposées ces dernières années en lien avec l'évolution des coûts des prestations complémentaires. Pour y répondre, le Conseil fédéral a approuvé, fin 2013, un vaste rapport sur l'évolution du régime des PC au cours des dix dernières années. Il y dresse le constat que pour pouvoir continuer de remplir sa mission à long terme, le régime des PC doit être adapté sur

plusieurs points. Des modifications sont notamment nécessaires pour réduire les effets de seuil qui peuvent apparaître en raison du montant minimal des PC ou du mode actuel de prise en compte du revenu d'une activité lucrative. Dans son rapport, le Conseil fédéral soumet aussi à une analyse critique le montant des franchises et les possibilités de retrait de l'avoir de la prévoyance professionnelle sous forme de capital. Enfin, le rapport propose plusieurs améliorations concernant la prise en compte des primes de l'assurance-maladie et le dessaisissement de fortune. Le projet de réforme des PC, transmis en septembre 2016 au Parlement par le Conseil fédéral, reprenait largement ces éléments.

Des adaptations étaient aussi nécessaires au niveau des frais de logement reconnus pour le calcul des PC. Les montants maximaux pris en compte pour les loyers ont été révisés pour la dernière fois en 2001. Depuis, les loyers ont largement augmenté. C'est pourquoi, en décembre 2014, le Conseil fédéral a demandé au Parlement d'augmenter les montants maximaux pris en compte et de les échelonner selon les régions. Au cours des débats, le Parlement a intégré cette question dans la réforme plus vaste des PC.

De plus amples renseignements au sujet de la réforme des PC au niveau fédéral figurent sur le site internet de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) (OFAS en ligne > Assurances sociales > Prestations complémentaires > Réformes & révisions > Réforme des PC).

2. Généralités du projet

Matériellement, le droit fédéral édicte la quasi-totalité des règles pour les prestations complémentaires et les cantons sont chargés de l'exécution de la loi. A l'instar des autres cantons, Fribourg a mandaté la Caisse de compensation cantonale pour appliquer et exécuter la loi sur les prestations complémentaires.

La réforme des prestations complémentaires au niveau fédéral introduit plusieurs nouveautés, dont quelques-unes nécessitent des dispositions d'ordre procédural à l'échelle cantonale. Ces dispositions font l'objet de ce présent projet de loi.

Le projet propose, comme dans la loi cantonale actuelle, que le Conseil d'Etat fixe les principes et la marge de manœuvre possible de la loi fédérale. L'exécution quant à elle est confiée à la Caisse de compensation cantonale.

Lors de sa séance du 29 janvier 2020, le Conseil fédéral a décidé de fixer au 1^{er} janvier 2021 l'entrée en vigueur de la réforme des PC et a approuvé les modifications nécessaires de l'ordonnance. Etant donné que la loi cantonale doit entrer en vigueur en même temps que le droit fédéral, il n'a pas été possible, dans les conditions mentionnées ci-avant, d'entamer une procédure de consultation pour la présente loi.

3. Commentaires des dispositions

3.1. Dispositions modifiant la LPC

Ce chapitre suit chronologiquement la numérotation des articles et précise les modifications proposées de chaque disposition.

3.1.1. Frais d'administration (art. 2 al. 1 let. e)

En vertu de l'art. 32 al. 2 de l'ordonnance sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (OPC-AVS/AI), lorsqu'un canton charge sa caisse de compensation de fixer et de verser les prestations complémentaires, il doit lui rembourser les frais d'administration qui en résultent. La réglementation relative au remboursement de ces frais doit être approuvée par l'Office fédéral des assurances sociales.

Il est proposé de compléter l'article 2 de la loi cantonale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (loi d'application LPC) avec un nouvel alinéa 1 let. e) qui donne la compétence au Conseil d'Etat d'édicter le règlement relatif à la fixation des frais d'administration.

3.1.2. Clause générale (art. 2 al. 1 let. f)

Il est également utile d'inscrire une nouvelle base légale dans la loi d'application LPC concernant la délégation de modalités d'exécution relatifs aux éléments de minime importance.

Selon le nouvel article 2 al. 1 let. f), la Direction en charge des assurances sociales serait compétente.

3.1.3. Adaptation des montants maximaux pris en compte au titre du loyer (art. 2 al. 2)

Les montants maximaux reconnus par les PC pour les loyers sont augmentés afin de mieux tenir compte de la réalité des prix des logements. En 2017, les plafonds ne couvraient que les loyers de 68% des personnes seules, de 63% des couples, de 51% des ménages avec un-e enfant et de 32% des ménages avec deux enfants. Les bénéficiaires de PC doivent payer la différence en puisant dans les montants destinés à d'autres fins, comme la nourriture ou l'habillement.

En plus d'être augmentés, les nouveaux montants maximaux tiennent désormais compte des différences de charge locative entre les grands centres urbains (région 1), les villes (région 2) et la campagne (région 3). Ils prennent aussi en considération le besoin d'espace supplémentaire des familles. Pour le canton de Fribourg, seules les régions 2 et 3 sont applicables, puisque la région 1 concerne les grands centres urbains (par exemple Zurich).

Tableau: Montants mensuels maximaux, selon la taille du ménage et la région

Ménage	Région 1	Région 2	Région 3	Régime en vigueur
1 pers.	1370	1325	1210	1100
2 pers.	1620	1575	1460	1250
3 pers.	1800	1725	1610	1250
4 pers. et plus	1960	1875	1740	1250

Selon l'article 10 al. 1^{quinièmes} de la nouvelle LPC, les cantons peuvent demander une réduction ou une augmentation de 10% au plus des montants maximaux reconnus au titre du loyer dans une commune. A l'article 2 al. 2 de la loi d'application LPC, il est proposé que cette compétence cantonale soit exercée par le Conseil d'Etat.

3.1.4. Restitution des prestations légalement perçues (12a; 13 al. 2^{bis})

Une obligation de restitution des prestations est introduite dans la nouvelle loi (art. 16a LPC): après le décès d'un-e bénéficiaire, les prestations qu'il ou elle a perçues devront être remboursées par ses héritiers et ses héritières. La restitution est toutefois due uniquement pour la part de la succession qui dépasse 40 000 francs. Pour les couples, l'obligation de restituer prend naissance au décès du conjoint ou de la conjointe survivant-e.

La restitution est toutefois due uniquement pour la part de la succession qui dépasse 40 000 francs. Pour les couples, l'obligation de restituer prend naissance au décès du conjoint ou de la conjointe survivant-e.

L'instauration du nouvel article 12a de la loi d'application LPC concerne principalement le volet traitant de la restitution des prestations. Les procédures de restitutions dans le cadre de l'application des prestations complémentaires sont réglées par l'organe cantonal compétent, en l'occurrence la Caisse cantonale de compensation AVS (ci-après: Caisse AVS) (art. 12a al. 1).

Dans le cas où la fortune est manifestement inférieure à 40 000 francs, aucune procédure de restitution ne sera entamée. En revanche, si la fortune est estimée supérieure à 40 000 francs, la Caisse de compensation annonce à l'un-e des héritiers ou héritières connus qu'une procédure de restitution est possible et que l'examen s'opérera sur la base de la taxation fiscale préalablement établie par le Service cantonal des contributions (SCC).

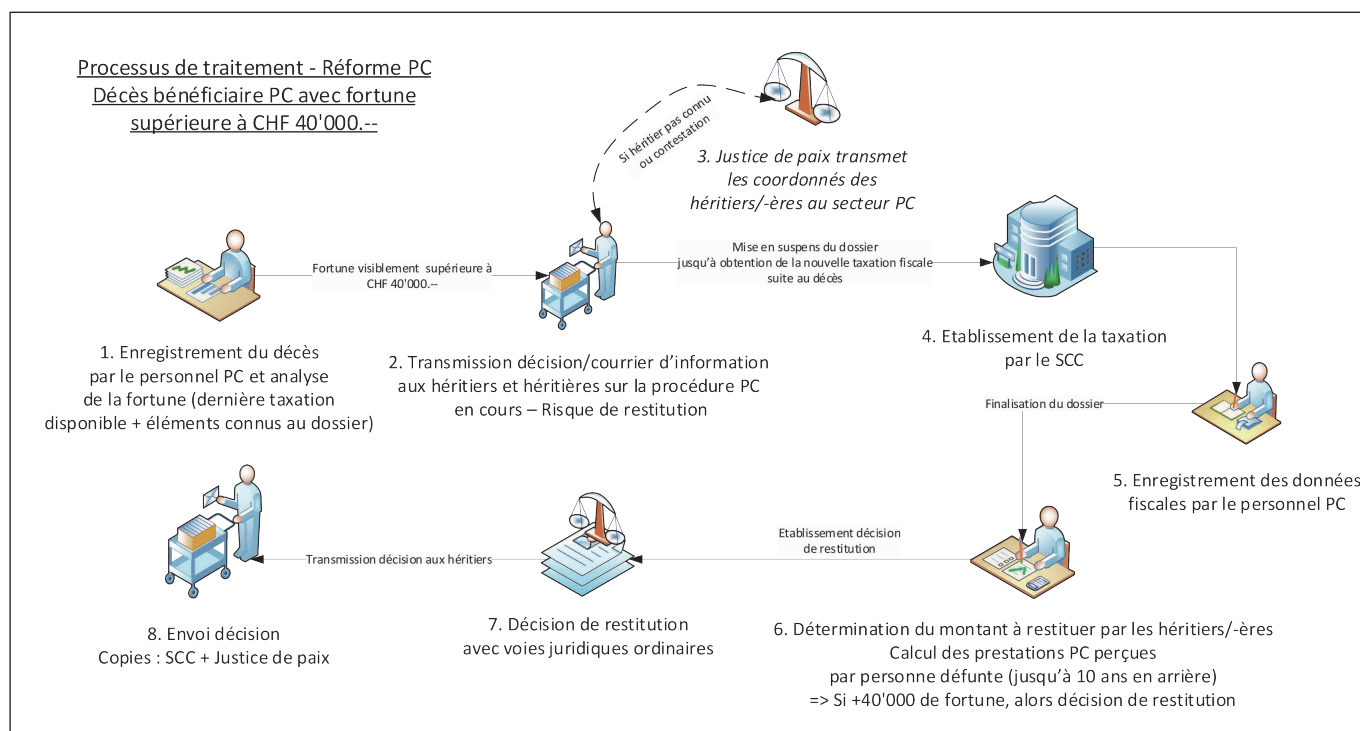


Figure 1: Processus bénéficiaire PC avec fortune supérieure à CHF 40 000.00

La Caisse de compensation ouvre la procédure d'information à l'égard d'un-e des héritiers ou héritières connus, à charge pour lui ou elle d'en informer les autres. Selon l'art. 603 al. 1 du Code civil suisse (RS 210), les héritiers et héritières sont tenus solidairement des dettes du défunt ou de la défunte (ou de la personne décédée). (art. 12a al. 2).

Si le ou la destinataire du courrier conteste sa qualité d'héritier ou d'héritière, la Caisse de compensation peut adresser une demande formelle à la Justice de Paix compétente pour l'obtention d'au moins un nom d'un héritier ou d'une héritière connu-e (art. 12a al. 3).

Pour établir une base de calcul similaire à chaque restitution et par égalité de traitement, la base de calcul de l'organe d'exécution PC se repose sur le dernier avis de taxation fiscale établi par le SCC suite au décès du ou de la bénéficiaire PC. À ce sujet, en cas d'absence de dépôt de la dernière déclaration du ou de la bénéficiaire PC par la communauté héréditaire, le SCC est chargé d'établir une taxation d'office qui servira de base de calcul pour la décision de restitution de la Caisse de compensation. L'article 12 al. 2 de la loi actuelle prévoit déjà que ce soit la Caisse de compensation qui rend la décision.

Conformément à l'article 13 al. 2^{bis} de la loi d'application LPC, la Caisse AVS peut accéder, par une procédure d'appel, aux données du Service cantonal des contributions relatives aux conditions de revenu et de fortune nécessaires au calcul du revenu déterminant des requérant-e-s, dans le respect des règles découlant de la protection des données. La Caisse AVS peut également utiliser ces données pour réclamer la restitution des prestations au sens de l'article 16a de la loi fédérale sur les prestations complémentaires.

3.2. Entrée en vigueur (art. 2)

Le Conseil d'Etat prévoit de fixer l'entrée en vigueur de la présente loi au 1^{er} janvier 2021, c'est-à-dire simultanément avec le droit fédéral.

4. Incidences

4.1. Conséquences financières et en personnel

La réforme au plan fédéral prévoit des dépenses supplémentaires et des économies. Au final, elle devrait réduire les coûts des PC de 401 millions de francs en 2030. La Confédération verra ses dépenses augmenter de 28 millions, tandis que les cantons devraient économiser 429 millions selon les projections de la Confédération. Pour le Canton de Fribourg, l'économie nette est estimée entre 9 et 10 millions de francs. Toutefois, cette économie est due à une plus grande individualisation des traitements des dossiers, ce qui signifie un besoin d'augmenter la dotation en personnel. Pour le canton de Fribourg, une analyse de la charge en personnel a été menée pour déterminer les impacts de la réforme PC et une augmentation d'environ 25% de la charge administrative a été calculée. Concrètement il est prévu d'augmenter de manière échelonnée les EPT qui sont directement attribué au traitement des dossier PC d'actuellement 21 à 26 pour la fin de l'année 2021. A noter que le personnel de la Caisse de compensation n'est pas compté dans l'effectif du personnel de l'Etat.

Le présent projet fribourgeois n'entraîne pas d'incidences financières directes, puisqu'il s'agit uniquement de dispositions procédurales.

4.2. Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Jusqu'au 31 décembre 2021 les communes ne sont pas affectées par ce changement légal (cf. article 22 de la loi actuelle). En effet, jusqu'à cette date l'Etat prend en charge le 100% des coûts des prestations complémentaires.

4.3. Autres incidences

Le projet de loi est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il est compatible avec le droit européen.

La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.



Botschaft 2020-DSAS-29

28. April 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung

Diese Botschaft gliedert sich wie folgt:

1. Einleitung	5
2. Allgemeines	6
3. Erläuterung der Bestimmungen	6
4. Auswirkungen	8

1. Einleitung

Der in der Überschrift genannte Gesetzesentwurf entstand im Anschluss an das Inkrafttreten der Änderung des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG), die am 22. März 2019 von der Bundesversammlung beschlossen wurde. Die Reform der Ergänzungsleistungen (EL) zielt auf den Erhalt des Leistungsniveaus, die stärkere Berücksichtigung des Vermögens und die Verringerung der Schwelleneffekte ab. Die wichtigsten Massnahmen der Reform:

- > Anhebung der Mietzinsmaxima
- > Berücksichtigung des Vermögens
 - Einführung einer Eintrittsschwelle
 - Einführung einer Rückerstattungspflicht
 - Senkung der Vermögensfreibeträge
- > Unterscheidung der Beträge für Kinder
- > Anrechnung von 80% des Einkommens der Ehegattin/ des Ehegatten
- > Krankenversicherungsprämie: tatsächliche Ausgaben
- > Anpassung der EL-Berechnung für Personen im Heim
- > Senkung des EL-Mindestbetrags
- > Massnahme in der 2. Säule für ältere Arbeitslose

Hauptaufgabe der Ergänzungsleistungen ist die Existenzsicherung von Personen, die eine AHV- oder eine IV-Rente beziehen und ihren Lebensunterhalt nicht mit eigenen Mitteln bestreiten können. Die EL entsprechen der Differenz zwischen den anerkannten Ausgaben (Wohn- und Verpflegungskosten, medizinische Versorgung usw.) und den anrechenbaren Einnahmen (AHV/IV-Renten, Erwerbseinkommen, Vermögen usw.).

Das System der Ergänzungsleistungen steht zwei Herausforderungen gegenüber: den demografischen Veränderungen sowie den institutionellen und gesetzlichen Anpassungen. Seit vielen Jahren schlagen sich der zunehmende Anteil älterer Menschen, die steigende Lebenserwartung und der zunehmende Pflegebedarf auf die EL-Kosten nieder. Die jüngste Kostenentwicklung wurde durch Gesetzesänderungen ausserhalb des EL-Systems beeinflusst. Neben verschiedenen Revisionen in der AHV und der IV haben sich vor allem die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung (NFA, 2008) sowie die Neuordnung der Pflegefinanzierung (2011) stark auf die Kostenentwicklung ausgewirkt.

Zwischen 2000 und 2018 haben sich die EL-Ausgaben von 2,3 auf 5,0 Milliarden Franken pro Jahr mehr als verdoppelt. Im selben Zeitraum ist die Zahl der Bezügerinnen und Bezüger von 202 700 auf 328 100 Personen angestiegen. Ende 2018 haben 47,4% der IV-Rentenbezügerinnen und -bezüger und 12,5% der Bezügerinnen und Bezüger von AHV-Altersrenten Ergänzungsleistungen erhalten.

Die Zahl der EL-Bezügerinnen und -Bezüger zur AHV dürfte in den kommenden Jahren der zunehmenden Anzahl älterer Menschen folgen und ansteigen. Bei der Zahl der EL-Bezügerinnen und -Bezüger zur IV wird eine Stabilisierung erwartet. Die jährlichen Ausgaben dürften von 5,0 Milliarden Franken im Jahr 2018 auf 6,7 Milliarden Franken im Jahr 2030 ansteigen.

In den vergangenen Jahren wurden mehrere parlamentarische Vorstösse zum Thema Kostenentwicklung der Ergänzungsleistungen eingereicht. Ende 2013 hat der Bundesrat in Beantwortung dieser Vorstösse einen umfassenden Bericht über die Entwicklung der Ergänzungsleistungen der letzten

zehn Jahre verabschiedet. Darin hat er festgestellt, dass das EL-System in einigen Punkten angepasst werden muss, damit es seine Aufgaben auch weiterhin langfristig erfüllen kann. Dies gilt insbesondere in Bezug auf gewisse Schwelleneffekte, die durch die geltenden Bestimmungen zur Anrechnung von Erwerbseinkünften oder zum EL-Mindestbetrag entstehen können. Auch die Höhe der Vermögensfreibeträge und die Kapitalbezugsmöglichkeiten in der beruflichen Vorsorge wurden im Bericht des Bundesrates einer kritischen Würdigung unterzogen. Ausserdem zeigte der Bericht Verbesserungsmöglichkeiten bei der Berücksichtigung der Krankenversicherungsprämien und von Vermögensverzichten auf. In der im September 2016 ans Parlament überwiesene EL-Reform hat der Bundesrat diese Elemente grösstenteils übernommen.

Handlungsbedarf besteht auch bei den Wohnkosten, die bei der Berechnung des Anspruchs auf EL berücksichtigt werden. Die Höchstbeträge dafür sind letztmals im Jahr 2001 angepasst worden. Seither sind die Wohnungsmieten aber beträchtlich angestiegen. Darum hat der Bundesrat im Dezember 2014 dem Parlament eine regional abgestufte Erhöhung der Mietzinsmaxima für die EL-Berechnung beantragt. Im Laufe der Beratungen hat das Parlament diese Vorlage mit der allgemeinen EL-Reform vereint.

Weitere Informationen zur EL-Reform auf Bundesebene sind der Website des Bundesamts für Sozialversicherungen (BSV) zu entnehmen (BSV-Online > Sozialversicherungen > Ergänzungsleistungen > Reformen & Revisionen > Reform der EL).

2. Allgemeines

Das Bundesrecht erlässt in materieller Hinsicht praktisch alle Regeln für die EL, während die Kantone für den Vollzug des Gesetzes zuständig sind. Wie die anderen Kantone hat auch Freiburg die kantonale AHV-Ausgleichskasse (AHV-Kasse) mit der Anwendung und dem Vollzug des ELG beauftragt.

Mit der nationalen EL-Reform werden mehrere Neuerungen eingeführt, von denen einige Verfahrensbestimmungen auf kantonaler Ebene erfordern; und um diese geht es im vorliegenden Gesetzesentwurf.

Er schlägt vor, dass der Staatsrat die Grundsätze und den Handlungsspielraum des ELG festlegt; dies ist auch im aktuellen kantonalen Gesetz so. Mit dem Vollzug wird die AHV-Kasse betraut.

In seiner Sitzung vom 29. Januar 2020 hat der Bundesrat beschlossen, dass die EL-Reform am 1. Januar 2021 in Kraft treten soll und die dazu notwendigen Änderungen der Verordnung verabschiedet. Weil das kantonale Gesetz zeitgleich mit dem Bundesrecht in Kraft treten muss, war es – unter den genannten Umständen – nicht möglich, ein Vernehmlassungsverfahren für den vorliegenden Gesetzesentwurf durchzuführen.

3. Erläuterung der Bestimmungen

3.1. Bestimmungen zur Änderung des ELG

Dieses Kapitel folgt der Reihenfolge der Artikel und erläutert die vorgeschlagene Änderungen der einzelnen Bestimmungen.

3.1.1. Verwaltungskosten (Art. 2 Abs. Bst. e)

Gemäss Artikel 32 Abs. 2 der Verordnung über die Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELV) hat ein Kanton, wenn er die Festsetzung und Auszahlung der Ergänzungsleistungen seiner Ausgleichskasse überträgt, dieser die daraus erwachsenden Verwaltungskosten zu vergüten. Die Vergütungsregelung bedarf der Genehmigung des Bundesamtes für Sozialversicherungen.

Es wird vorgeschlagen, das kantonale Gesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG-Ausführungsgesetz) dahingehend zu ergänzen, dass der Staatsrat in einem neuen Artikel 2 Abs. 1 Bst. e die Zuständigkeit erhält, die Regelung über die Vergütung der Verwaltungskosten zu erlassen.

3.1.2. Generalklausel (Art. 2 Abs. 2 Bst. f)

Ferner ist es sinnvoll, im ELG-Ausführungsgesetz eine neue Gesetzesgrundlage im Zusammenhang mit der Übertragung der Festsetzung der Ausführungsbestimmungen über Elemente von geringfügiger Bedeutung einzuführen.

Im Sinne des neuen Artikels 2 Abs. 1 Bst. f wäre die für die Sozialversicherungen zuständige Direktion kompetent.

3.1.3. Anpassung der Mietzinsmaxima (Art. 2 Abs. 2)

Die für die EL anrechenbaren Mietzinsmaxima werden angehoben, um den tatsächlichen Mietpreisen besser Rechnung zu tragen. 2017 deckten sie die Mieten von lediglich 68% der Alleinstehenden, 63% der Ehepaare, 51% der Haushalte mit einem Kind und 32% der Haushalte mit zwei Kindern. Die Differenz müssen die EL-Bezügerinnen und -Bezüger aus Mitteln bezahlen, die für andere Zwecke vorgesehen wären (Essen, Kleidung usw.).

Die Mietzinsmaxima werden aber nicht nur angepasst: Zusätzlich werden künftig auch die unterschiedliche Mietzinsbelastung in den Grosszentren (Region 1), in der Stadt (Region 2) und auf dem Land (Region 3) sowie der höhere Raumbedarf von Familien berücksichtigt. Für den Kanton Freiburg sind nur die Regionen 2 und 3 anwendbar, da mit Region 1 Grosszentren (z. B. Zürich) gemeint sind.

Tabelle: Monatliche Höchstbeträge nach Haushaltsgrösse und Region

Haushalt	Region 1	Region 2	Region 3	Geltende Ordnung
1 Person	1370	1325	1210	1100
2 Personen	1620	1575	1460	1250
3 Personen	1800	1725	1610	1250
4 Pers. und mehr	1960	1875	1740	1250

Laut Artikel 10 Abs. 1^{quinquies} des neuen ELG können die Kantone beantragen, die Höchstbeträge der anerkannten Mietkosten in einer Gemeinde um bis zu 10% zu senken oder zu erhöhen. Artikel 2 Abs. 2 des ELG-Ausführungsgesetzes schlägt vor, dass der Staatsrat diese kantonale Zuständigkeit ausübt.

3.1.4. Rückerstattung rechtmässig bezogener Leistungen (Art. 12a; Art. 13 Abs. 2^{bis})

Weiter wird im neuen ELG eine Rückerstattungspflicht für Erbinnen und Erben eingeführt (Art. 16a): Nach dem Tod einer EL-Bezügerin oder eines EL-Bezügers müssen die Erbinnen und Erben die in den letzten 10 Jahren bezogenen EL zurückerstatten. Allerdings ist die Rückerstattung nur auf dem Erbeil geschuldet, der den Betrag von 40 000 Franken übersteigt. Bei Ehepaaren entsteht die Rückerstattungspflicht der Erben erst beim Tod des überlebenden Ehegatten.

Der neue Artikel 12a ELG-Ausführungsgesetz betrifft hauptsächlich den Bereich der Leistungsrückerstattung. Die Rückerstattungsverfahren im Rahmen des EL-Vollzugs werden von der zuständigen kantonalen Behörde geregelt, im vorliegenden Fall von der AHV-Kasse (Art. 12a Abs. 1).

Beträgt das Vermögen offensichtlich weniger als 40 000 Franken wird kein Rückerstattungsverfahren eingeleitet. Wird das Vermögen hingegen bei mehr als 40 000 Franken eingeschätzt, kündigt die AHV-Kasse einer ihr bekannten erbberechtigten Personen an, dass es möglicherweise zu einem Rückerstattungsverfahren kommen wird, wobei die Prüfung anhand der Steuerveranlagung erfolgt, die im Vorfeld von der Kantonalen Steuerverwaltung (KSTV) erstellt wurde.

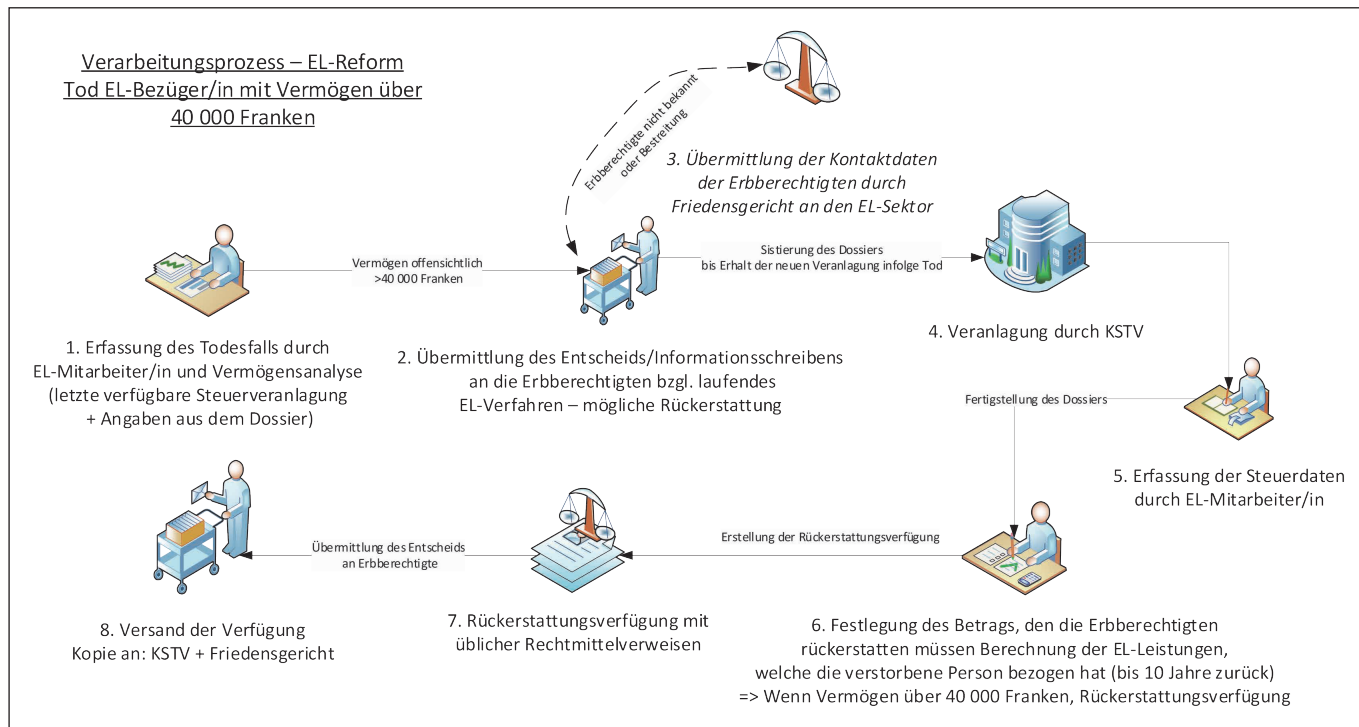


Abbildung 1: Verfahren EL-Bezüger/in mit Vermögen über 40 000 Franken

Die AHV-Kasse eröffnet das Informationsverfahren zuhanden einer bekannten erbberechtigten Person, wobei Letztere die anderen zu informieren hat. Gemäss Artikel 603 Abs. 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (SR 210) werden die Erben solidarisch für die Schulden des Erblassers haftbar. (Art. 12a Abs. 2)

Fechtet die Empfängerin oder der Empfänger des Briefs ihre oder seine Eigenschaft als erbberechtigte Person an, kann die AHV-Kasse ein formelles Gesuch an das zuständige Friedensgericht richten, um mindestens einen Namen einer bekannten erbberechtigten Person in Erfahrung zu bringen (Art. 12a Abs. 3).

Um bei jeder Rückerstattung eine vergleichbare Berechnungsgrundlage zur Hand zu haben und im Sinne der Gleichbehandlung beruht die Berechnungsgrundlage der mit dem EL-Vollzug betrauten Stelle auf der letzten Steuerveranlagung, welche die KSTV infolge des Todes der EL-beziehenden Person erstellt hat. Hat die Erbgemeinschaft die letzte Steuererklärung der EL-beziehenden Person nicht eingereicht, so erstellt die KSTV eine Veranlagung nach Ermessen, die der AHV-Kasse als Berechnungsgrundlage dienen wird. Artikel 12 Abs. 2 des aktuellen Gesetzes sieht bereits vor, dass die AHV-Kasse den Entscheid fällt.

Gemäss Artikel 13 Abs. 2^{bis} ELG-Ausführungsgesetz kann die AHV-Kasse durch ein Abrufverfahren bei der kantonalen Steuerverwaltung und den Gemeinden auf die einkommens- und vermögensrelevanten Daten zugreifen, die für die Berechnung des massgebenden Einkommens der Gesuchstellenden und der Anspruchsberechtigten nötig sind, in Wahrung der für den Datenschutz geltenden Vorschriften. Die AHV-Kasse kann diese Daten auch benutzen, um die Rückerstattung der Leistungen im Sinne von Artikel 16a ELG einzufordern.

3.2. Inkrafttreten (Art. 2)

Der Staatsrat sieht ein Inkrafttreten dieses Gesetzes auf den 1. Januar 2021 vor, also gleichzeitig mit dem Bundesrecht.

4. Auswirkungen

4.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die Reform auf Bundesebene bringt sowohl zusätzliche Ausgaben als auch Einsparungen. Insgesamt wird jedoch eine Senkung der EL-Ausgaben von 401 Millionen Franken im Jahr 2030 erwartet. Laut Hochrechnungen des Bundes werden für den Bund Mehrkosten von 28 Millionen Franken entstehen, für die Kantone Einsparungen von 429 Millionen Franken. Für den Kanton Freiburg rechnet man mit Einsparungen zwischen 9 und 10 Millionen Franken netto. Diese Einsparungen sind jedoch darauf zurückzuführen, dass die Dossiers vermehrt individuell bearbeitet werden, was wiederum bedeutet, dass das Personal aufgestockt werden muss. Um die Auswirkungen der EL-Reform zu bestimmen, wurde der Personalaufwand für den Kanton Freiburg analysiert; die Berechnungen ergaben, dass der administrative Aufwand um rund 25% ansteigen wird. Konkret sollen die Vollzeit-äquivalente, die direkt für die Bearbeitung der EL-Dossiers zuständig sind, per Ende 2021 schrittweise von derzeit 21 auf 26 angehoben werden. Dem ist anzufügen, dass das Personal der AHV-Kasse nicht zum Staatspersonal gezählt wird.

Der Freiburger Entwurf hat keine direkten finanziellen Auswirkungen, da es sich ausschliesslich um Verfahrensbestimmungen handelt.

4.2. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden

Bis zum 31. Dezember 2021 sind die Gemeinden durch diese Gesetzesänderung nicht betroffen (vgl. Artikel 22 aktuelles Gesetz); bis dahin übernimmt der Staat sämtliche EL-Kosten.

4.3. Weitere Auswirkungen

Der Gesetzesentwurf ist mit der Kantonsverfassung und dem Bundesrecht vereinbar. Er ist auch mit dem Europarecht vereinbar.

Dieses Gesetz unterliegt dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

**Loi modifiant la loi sur les prestations complémentaires
à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **841.3.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la modification du 22 mars 2019 de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC);

Vu le message 2020-DSAS-29 du Conseil d'Etat du 28 avril 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 841.3.1 (Loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-
vieillesse, survivants et invalidité, du 16.11.1965) est modifié comme il suit:

**Gesetz zur Änderung des Gesetzes
über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen-
und Invalidenversicherung**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **841.3.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Änderung vom 22. März 2019 des Bundesgesetzes über
Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
(ELG);

gestützt auf die Botschaft 2020-DSAS-29 des Staatsrats vom 28. April 2020;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 841.3.1 (Gesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenversicherung, vom 16.11.1965) wird wie folgt
geändert:

Préambule (modifié)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (ci-après: la loi fédérale) et ses dispositions d'exécution;

Vu la modification du... de la présente loi cantonale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité et le message 2020-DSAS-29 du Conseil d'Etat du...;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 2 al. 1, al. 2 (nouveau)

¹ En vertu des compétences reconnues ou attribuées au canton par la législation fédérale, le Conseil d'Etat, par voie d'ordonnance:

- e) (*nouveau*) édicte la réglementation relative au remboursement des frais d'administration au sens de l'article 32 al. 2 de l'ordonnance fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité;
- f) (*nouveau*) peut déléguer à la Direction en charge des assurances sociales¹⁾ la fixation des modalités d'exécution de minime importance.

² Le Conseil d'Etat peut, en vertu de l'article 10 al. 1^{quinquies} de la loi fédérale, demander une réduction ou une augmentation de 10% au plus des montants maximaux reconnus au titre du loyer dans une commune.

Art. 12a (nouveau)

Restitution des prestations

¹ Au décès de la personne assurée, la Caisse AVS examine si sa fortune est manifestement inférieure ou supérieure à 40 000 francs, au sens de l'article 16a de la loi fédérale.

¹⁾ Actuellement: Direction de la santé et des affaires sociales.

Ingress (geändert)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (das Bundesgesetz) und die dazugehörigen Vollzugsbestimmungen;

gestützt auf die Änderung vom... dieses kantonalen Gesetzes über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung und nach Einsicht in die Botschaft 2020-DSAS-29 des Staatsrats vom...;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 2 Abs. 1, Abs. 2 (neu)

¹ Aufgrund der Zuständigkeiten, die dem Kanton durch die Bundesgesetzgebung zukommen, regelt der Staatsrat auf dem Verordnungsweg folgende Einzelheiten:

- e) (*neu*) Nach Artikel 32 Abs. 2 der Verordnung des Bundes über die Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung erlässt er die Regelung über die Vergütung der Verwaltungskosten.
- f) (*neu*) Er kann der für die Sozialversicherungen zuständigen Direktion¹⁾ die Festsetzung der Ausführungsbestimmungen von geringfügiger Bedeutung übertragen.

² Nach Artikel 10 Abs. 1^{quinquies} des Bundesgesetzes kann der Staatsrat beantragen, die Höchstbeträge der anerkannten Mietkosten in einer Gemeinde um bis zu 10% zu senken oder zu erhöhen.

Art. 12a (neu)

Rückerstattung der Leistungen

¹ Die AHV-Kasse prüft im Sinne von Artikel 16a des Bundesgesetzes nach dem Tod der versicherten Person, ob das Vermögen offensichtlich über oder unter 40 000 Franken liegt.

¹⁾ Heute: Direktion für Gesundheit und Soziales.

² La Caisse AVS informe l'un des héritiers de la communauté héréditaire de la clôture du dossier ou de l'ouverture de la procédure de restitution. Celui-là est tenu d'en aviser les autres héritiers.

³ En cas de contestation de la qualité d'héritier ou si aucun héritier n'est connu à la Caisse AVS, la Justice de paix compétente doit communiquer, sur demande, à la Caisse AVS les coordonnées d'un héritier connu.

Art. 13 al. 2^{bis} (modifié)

^{2bis} La Caisse AVS peut accéder, par une procédure d'appel, aux données du Service cantonal des contributions relatives aux conditions de revenu et de fortune nécessaires au calcul du revenu déterminant des requérants, dans le respect des règles découlant de la protection des données. Elle peut également utiliser ces données pour réclamer la restitution des prestations au sens de l'article 16a de la loi fédérale.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² Die AHV-Kasse informiert eine Person aus der Erbgemeinschaft über die Schliessung des Dossiers oder die Eröffnung des Rückerstattungsverfahrens. Die Person muss die anderen Erbberechtigten darüber informieren.

³ Im Falle einer Anfechtung der Eigenschaft als Erbin oder Erbe oder wenn der AHV-Kasse keine Erbberechtigten bekannt sind, muss das zuständige Friedensgericht der AHV-Kasse auf Gesuch die Kontaktdaten einer bekannten erbberechtigten Person mitteilen.

Art. 13 Abs. 2^{bis} (geändert)

^{2bis} Die AHV-Kasse kann mit einem Abrufverfahren auf die Daten der Kantonalen Steuerverwaltung über die Einkommens- und Vermögensverhältnisse zugreifen, die für die Berechnung des anrechenbaren Einkommens des Gesuchstellers erforderlich sind; dabei hält sie sich an die Regeln des Datenschutzes. Sie kann diese Daten auch benutzen, um im Sinne von Artikel 16a des Bundesgesetzes die Rückerstattung der Leistungen einzufordern.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.